

Le vœu du PRESIDENT est appuyé à l'unanimité, à l'exception de M. BERNAST qui s'abstient.

000

La parole est ensuite donnée au Représentant de l'Administration, qui communique à l'Assemblée les réponses faites par les Services administratifs à différentes questions posées :

NATURALISATION DU RESSORTISSANT ASIATIQUE YEUNG WAN PIN N° 5183 -

Le Service des Affaires Politiques et Administratives communique :

" La requête de ce ressortissant asiatique a été transmise ;
" le 18 février 1949 au Ministre de la France d'Outre-Mer, avec
" avis défavorable. Le Ministre a fait observer que la femme de
" ce ressortissant asiatique, la nommée FO YOU CHING MOU CHONG,
" était devenue française par le jeu du décret du 5 novembre 1928
" ce qui valait à ses enfants le bénéfice de la même nationalité,
" en vertu de l'article 2, alinéa 2 du décret du 9 Juillet 1933,
" ainsi libellé :

" sont français : tout enfant légitime né d'une mère
" française dans les E.F.O...."

" Le Département nous ayant demandé si l'avis défavorable
" précédemment émis était néanmoins confirmé, il a été répondu,
" par l'affirmative, par lettre du 3 Janvier 1950, dont je cite
" le paragraphe suivant :

" Il n'en demeure pas moins que les arguments développés
" dans la lettre N° 77/APA du 18 février 1949 conservent
" toute leur valeur, et je ne puis émettre un avis
" favorable à la demande de naturalisation de M. Yeung
" Wan Pin; c'est en effet en vertu de dispositions d'une
" exceptionnelle générosité, et qui ont d'ailleurs été
" assez rapidement abrogées tant elles convenaient peu
" au Territoire, que sa femme née de parents chinois a
" pu obtenir la nationalité française, et la transmettre
" ensuite à ses enfants; ces dispositions, très libérales,
" se concevaient pour la Métropole, mais aucunement pour
" les Asiatiques des Etablissements Français de l'Océanie;
" elles aboutissent en fait à des nationalités artifi-
" cielles dont il n'y a pas lieu de favoriser l'extension".

" La décision contraire du Département semble inspirée,
" ainsi qu'il ressort d'un récent correspondance reçue à ce sujet,
" par une considération d'unité des statuts familiaux, considéra-
" tion à laquelle le Ministre de la Santé Publique et de la
" Population attache une attention toute spéciale dans l'instruc-
" tion des demandes de naturalisation; en effet, la femme de ce
" Chinois et ses 7 enfants mineurs étaient déjà français.

" J'ajoute que les documents communiqués par le Parquet,
" lors de l'instruction de la demande de naturalisation de ce
" Chinois, ne contiennent pas trace d'une condamnation."

Etant donné la déclaration faite par cet asiatique, d'après laquelle il aurait obtenu sa naturalisation grâce à la complaisance d'un fonctionnaire, et en contre-partie d'une somme importante, l'Assemblée réitère sa demande, et insiste pour qu'une enquête soit ouverte sur ce cas.

ooo

LISTE DES DEMANDES DE NATURALISATION EN INSTANCE ET SUITE DONNÉE SUR LE PLAN LOCAL -

Le Service des Affaires Politiques et Administratives déclare à ce sujet :

" Il existe actuellement 46 demandes de naturalisation émanant de ressortissants chinois, déposées au Gouvernement local; elles sont en cours d'instruction, conformément à la procédure réglementaire."

ooo

ADMISSION D'UN CONJOINT A OROFARA -

Le Chef du Service de Santé écrit à ce sujet au Chef du Territoire :

" J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qu'au cours des séances des 25 et 26 Octobre 1950, la Commission Permanente a transmis à l'Administration, avec avis favorable, la requête de l'ancien Chef de Huahiné, tendant à obtenir que sa femme soit autorisée à le rejoindre à Orofara."

" Cette dernière avait, en Juin et Août 1949, saisi le Chef du Territoire d'une demande identique, à laquelle il avait été répondu par lettres 1898/S du 1er Juillet 1949 et 2980/S du 14 Octobre 1949, que cette autorisation pourrait lui être accordée dans le cadre des dispositions de l'arrêté du 30 Décembre 1914."

" Aux termes de cet arrêté, l'admission à Orofara d'un ascendant ou d'un conjoint, est réservée à ceux qui disposent d'un logement personnel, édifié à leurs frais."

" L'insuffisance des locaux mis à la disposition des malades d'Orofara, ne permettrait pas actuellement une dérogation aux dispositions de l'arrêté précité."

Signé : Dr PERRIN.

Plusieurs Délégués font remarquer qu'en l'occurrence le Chef du Service de Santé se montre trop rigide dans l'application de la réglementation qui, dans des circonstances aussi pénibles, devrait être interprétée plus humainement.

L'Assemblée est unanimement de cet avis. Il lui paraît en effet difficilement concevable que l'on puisse priver un malade de la présence de son épouse, consentante pour le rejoindre, alors que